



RACISME(S) ? UNE ÉTUDE RHÉTORIQUE CRITIQUE DE LA POLÉMIQUE SUR LE RACISME ANTI-BLANCS EN FRANCE

Damien Charrieras

Université de Montréal & Université Paris III – Sorbonne Nouvelle

Résumé :

Le 25 mars 2005 a été lancé en France un appel contre le racisme anti-Blancs pour dénoncer des agressions dont ont été victimes de jeunes lycéens, en marge d'une manifestation lycéenne s'étant déroulée le 8 mars 2005 à Paris. Cet appel provient d'un mouvement de jeunesse sioniste de gauche, Hachomer Hatzair – sur le site duquel l'appel a été publié – et de Radio Shalom, une radio destinée à la communauté juive de France. Le but de notre essai est de reconstruire, à partir de l'appel contre le racisme anti-Blancs du 25 mars et de ses fragments, un texte *suitable for criticism*, suivant la formule du rhétoricien critique américain Michael Calvin McGee ; un texte qui permette à notre audience de développer son esprit critique, habituellement émoussé par la dispersion du sens et le non-dit (les fragments omis) des textes qui lui sont présentés. Nous chercherons à mettre au jour les prétentions à la validité du texte pour en analyser le contenu à la lumière de sa généalogie (incomplète), du contexte qui accompagne sa stabilisation dans l'espace public et de sa dispersion immédiate. Nous verrons comment la mise en avant de la notion de racisme anti-Blancs par l'appel du 25 mars informe une réarticulation de la notion de racisme en France.

Introduction

Le vendredi 25 mars 2005 a été lancé un appel contre le racisme anti-Blancs pour dénoncer des agressions dont ont été victimes de jeunes lycéens blancs – parmi lesquels se trouvaient possiblement des jeunes de confession juive – en marge d'une manifestation lycéenne s'étant déroulée le 8 mars 2005 à Paris (Agence France Presse, 2005a). Cet appel provient d'un

mouvement de jeunesse sioniste de gauche, Hachomer Hatzair, et de Radio Shalom, une radio destinée à la communauté juive de France. Le lancement de cet appel intervient sur fond de tensions entre les communautés juives et arabes en France, tensions avivées notamment par les développements du conflit israélo-palestinien au Proche-Orient. Les premiers signataires de cet appel sont des personnalités connues du monde des médias, dont Alain Finkielkraut et Pierre-André Taguieff, deux intellectuels quelquefois considérés comme à l'avant-garde d'un nouveau conservatisme (Lindenberg, 1996). Compte tenu des articulations contemporaines de la notion de racisme en France, on peut se demander comment un appel liant racisme et intolérance envers les Blancs peut voir le jour, dans un contexte où les discriminations envers les minorités et les Français noirs ou arabes issus de l'immigration existent toujours (*Le Monde*, 2005a).

L'appel du 25 mars 2005 n'est pas un texte fini, clos. Cela ne veut pas dire que ce texte est sans valeur : sans être d'emblée représentatif d'une « culture » ou de la société française dans son ensemble, il est révélateur d'une rhétorique à l'œuvre en France au moment de son lancement. Mais quelle valeur lui accorder et comment l'analyser ? Cet appel ne constitue pas un artéfact rhétorique habituel, au même titre qu'un discours de Martin Luther King ou de Lincoln. Classiquement, en rhétorique, l'étude d'un texte se concentre successivement sur l'invention, l'inspiration qui précède la construction du texte, puis sur le style du texte, sa mémorisation par le rhéteur et enfin la délivrance orale du texte par ce même rhéteur. C'est ce que McGee (1982) appelle l'approche idéaliste de la rhétorique. L'appel du 25 mars 2005 constitue un texte très sobre, dans un style qui se veut purement informatif. Il n'y a pas de performance de rhéteur à observer ici, pas d'auteur clairement identifié en dehors de la mention des premiers signataires du texte¹. Sa délivrance (un lancement depuis un site Internet associatif peu connu du large public) n'a rien de flamboyant. De plus, certains aspects essentiels à la compréhension de cet appel lui sont extérieurs (comme les commentaires de l'intellectuel français Alain Finkielkraut expliquant pourquoi il a signé l'appel). Bref, rien ne nous amène à étudier cet appel sous l'angle « idéaliste » de la rhétorique, c'est-à-dire un texte comme discours qui se suffirait à lui-même, où le rhéteur apporterait une vue complète du problème abordé dans son intervention.

¹ Bien que nous sachions que le texte a été lancé depuis le site Internet de l'association Hachomer Hatzair, et qu'apparaissent les noms des premiers signataires à qui l'on crédite ce texte, le nom de la ou des personnes l'ayant composé n'apparaît pas, nous obligeant à chercher le faisceau d'éléments qui a présidé à son élaboration et son lancement.

Le but de notre essai est donc de reconstruire à partir de l'appel contre le racisme anti-Blancs du 25 mars et de ses fragments un texte *suitable for criticism*, suivant la formule du rhétoricien critique américain Michael Calvin McGee ; un texte qui permette à notre audience de développer son esprit critique, habituellement émoussé par la dispersion du sens, le non-dit (les fragments omis) des textes qui lui sont présentés. Nous chercherons aussi à mettre au jour et à évaluer les prétentions à la validité du texte.

L'approche théorique esquissée par McGee dans *Text, Context, and the Fragmentation of Contemporary Culture* (1990) nous aidera à révéler les nombreux éléments dont est porteur cet appel. Après avoir présenté brièvement cette approche, nous nous pencherons successivement sur :

- la généalogie des fragments dont le texte de l'appel est constitué,
- la manière dont le texte de l'appel se lie activement à un certain contexte et permet la stabilisation momentanée de ses fragments en réarticulant la notion de racisme,
- la dispersion du texte, soit quelques-uns des commentaires qui ont suivi le lancement de l'appel.

Nous ne prenons pas le parti de porter un jugement moral sur le texte de cet appel, pas plus que nous ne cherchons à nier les différents visages que peut prendre l'intolérance envers les Noirs, les Arabes, les Juifs ou les Blancs². Nous chercherons simplement à en analyser le contenu à la lumière de son (incomplète) généalogie, du contexte qui accompagne sa stabilisation dans l'espace public et de sa dispersion immédiate. Nous verrons comment la mise en avant de la notion de racisme anti-Blancs par l'appel du 25 mars 2005 informe une réarticulation de la notion de racisme.

² Précisons que dans cet article, l'utilisation des termes « Blancs », « Noirs », « Arabes » ou « Juifs » renvoie moins à un groupe d'individus essentialisé par des attributs physiques précis qu'à un objet d'interpellation rhétorique existant par l'interpellation performative même dont il fait l'objet. S'il crée chez nous un certain malaise, l'emploi de ces termes nous semble inévitable à partir du moment où l'on s'intéresse aux interpellations dont un groupe d'individus, plus ou moins défini, peut à un moment donné être l'objet.

Deuxième rhétorique³ de McGee et permanence de la critique idéologique comme guérilla préventive : discussion et positionnement

Certains critiques ont affirmé que la seconde rhétorique de McGee, axée sur la fragmentation des grands textes contemporains et dont la méthodologie de cet essai s'inspire, abandonnait toute critique sociale. Par le passé, la tâche du rhéteur était de construire un texte soumis à l'interprétation des audiences. La fragmentation contemporaine des « grands narratifs » (Lyotard, 1979) amène une inversion des rôles :

The audiences are the true authors of the rhetorical texts in that they assemble a meaningful whole from the fragments offered to them in discourse. "In short, text construction is now something done more by the consumers than by the producers of discourses" (McGee, 1990, p. 288, dans Cloud, 1994, p. 151).

Aux audiences la construction des textes depuis les fragments, et au rhétoricien critique le rôle d'interpréter les processus par lesquels des textes en viennent, momentanément, à se stabiliser, au milieu de ce flot ininterrompu de fragments⁴. Dana L. Cloud voit dans cette position théorique défendue par McGee une tendance à exagérer les capacités d'interprétation des audiences⁵. Suivant sa lecture de McGee, les audiences, soumises uniquement à des textes dispersés et fragmentés, seraient libérées des périls de l'hégémonie et de l'idéologie, puisque libres d'assembler à leur guise en textes les fragments dont elles sont tous les jours bombardées :

A second idealist theme in the "fragments" hypothesis has to do with the tendency to "overplay the audience" (...) McGee potentially overestimates the capacity of audiences to make texts of their own from the fragments that bombard them, when, indeed, the fragments of culture often come together in stable ideological pattern and preferred meanings, as during the Persian Gulf War (Cloud, 1994, p. 151).

³ Par sa deuxième rhétorique, on désigne sa théorie des fragments, ce que Dana Cloud nomme le « *latter McGee* » (voir Cloud, 1994 et McGee, 1990).

⁴ Toutefois, le centre d'attention du critique reste les textes produits réellement, comme les films cinématographiques, et non pas l'étude du texte particulier tel que construit par le spectateur ou le public, comme pourrait le laisser supposer la logique de McGee si on la pousse jusqu'à son terme.

⁵ Une critique similaire a été adressée aux chefs de file des études culturelles aux États-Unis, Larry Grossberg et John Fiske : voir Budd, Entman *et al.*, 1990.

Ainsi, le rhétoricien critique n'aurait plus vraiment de fonction politique si l'on suit cette interprétation des théories de McGee par Cloud. Il nous apparaît cependant au contraire que McGee est loin de passer sous silence la dimension idéologique et n'attribue pas à l'audience un pouvoir illimité d'interprétation des textes. Dans le même article, Cloud elle-même précise que l'approche de la deuxième rhétorique de McGee s'intéresse plus aux configurations idéologiques à l'œuvre dans la formation des textes et moins aux artéfacts rhétoriques singuliers (Cloud, 1994, p. 150). Donner aux audiences le rôle d'« assembleurs » de textes ne veut pas dire pour McGee qu'elles seraient ainsi soustraites à toute influence idéologique : assembler ne signifie pas soupeser, discriminer et faire sens. Pour notre part, nous identifions dans le constat de McGee une conception post-moderne du sujet, où l'(in)dividu⁶ assemblerait les informations provenant des médias ou de son environnement social immédiat sans pouvoir les totaliser ou acquérir une distance d'interprétation critique vis-à-vis de tous les textes fragmentaires auxquels il est exposé. La fragmentation contemporaine de la culture mise en évidence par McGee doit se penser sans réifier un quelconque sujet et son corollaire de capacités d'interprétation et de totalisation. Cette impossibilité des audiences à constituer des sujets amène McGee à donner au rhétoricien critique un rôle politique dans le monde actuel (cf. *infra*). Au sujet de sa théorie des fragments, McGee note :

Further, whether we conceive it in an Aristotelian sense as the art of persuasion, or in the Burkean sense as a social process of identification, rhetoric is *influential*. That is, the rhetor understands that discourse anticipate its utility in the world, inviting its own critique (McGee, 1990, p. 279; voir aussi McGee, 1982).

McGee considérerait que la rhétorique n'est pas seulement l'art possédé par les rhéteurs. Pour lui, la rhétorique est à l'origine de toutes les impulsions ou les motivations des personnes et constitue plus généralement la base des mécanismes de communication. En ce sens, la rhétorique serait plus une mécanique des choses qu'une compétence attachée à un individu singulier. La rhétorique a selon lui de l'influence, inévitablement, que ce soit de manière productive, quand le public s'approprie les symboles circulant dans la société (*identification*), ou de manière restrictive, lorsque des idéologies retirent aux personnes une partie de leur libre arbitre

⁶ Voir la notion de « dividual » chez Deleuze (cf. *infra*).

(*persuasion*). Dans sa première rhétorique, il affirmait encore plus clairement : « ...ideology in practice is a political language, preserved in rhetorical documents, with the capacity to dictate decision and control public belief and behaviour » (McGee 1980, p. 5). McGee refuse certes une interprétation totalisante en termes de fausse conscience des foules⁷. Cela ne veut pas dire qu'il retire aux idéologies tout pouvoir d'influence sur les audiences par le biais des mécanismes rhétoriques. Il conçoit simplement les idéologies actuelles comme plus fragmentaires, plus fluides et moins hégémoniques⁸. En somme, dans le monde fragmentaire actuel où les idéologies totalisantes ont disparu, le critique doit être attentif aux micro-idéologies et savoir anticiper les effets dont ses propres textes sont potentiellement porteurs. Nous définissons les micro-idéologies comme une manière particulière et partielle de concevoir une portion de la réalité qui peut, chez une même personne, coexister avec des manières concurrentes et contradictoires de faire sens d'autres fragments de la réalité.

Notre position est intermédiaire : si tant est qu'il existe des macro-idéologies qui articulent des fragments de manière stable et impérative (à l'exemple de la campagne de publicité qui précède la guerre du Golfe : Cloud, 1994, p. 151), ces macro-idéologies ne sont pas le principal champ d'intervention du rhétoricien critique⁹. Nous concevons plutôt le rôle de critique comme celui d'un éclaireur, apte à détecter, à côté des macro-idéologies, des *pré-articulations idéologiques* et à en anticiper les conséquences, pour ensuite soumettre les résultats de son enquête ou de sa veille à la société civile¹⁰. Il s'agirait plutôt d'une guérilla en amont contre les micro-idéologies émergentes se trouvant à la jonction des pratiques et des discours, discrètes mais potentiellement dangereuses. De notre point de vue, la deuxième rhétorique de McGee n'appelle en rien à un relâchement de la vigilance du rhétoricien critique, comme le démontrent les thématiques abordées dans *Fragments of Winter* (McGee, 1998). C'est en ce sens que la logique de résistance que nous identifions dans la deuxième rhétorique de McGee, axée sur le décryptage de fragments,

⁷ Notamment parce que McGee veut laisser à la rhétorique la possibilité d'un rôle d'émancipation.

⁸ Il a en ce sens une conception plus fluide du pouvoir, à l'exemple de Michel Foucault parlant des micro-pouvoirs.

⁹ Il nous semble que des personnes plus orientées vers l'action pratique sont mieux placées que le rhétoricien critique pour les combattre ou les contrebalancer (activistes, journalistes, politiciens).

¹⁰ Le sens de veille renvoie donc à une guerre de position plus qu'à de grandes batailles éclatantes, cf. Gramsci et le concept de guerre de position : « The revolutionary forces have to take civil society before they take the state, and therefore have to build a coalition of oppositional groups united under a hegemonic banner which usurps the dominant or prevailing hegemony » (Strinati, 1995, p. 169).

sur les représentations et parfois brocardée comme politique identitaire (Cloud, 1994)¹¹, confère au rhétoricien critique une fonction politique efficiente¹².

Problème texte-contexte, rhétorique et rôle du critique

Cette stabilisation momentanée de fragments culturels dans l'artéfact rhétorique que constitue le texte est liée au contexte spécifique dans lequel ce texte s'insère. Il ne s'agit toutefois pas de décrire le contexte culturel dans lequel s'inscrit l'appel comme étant étanche et indépendant de l'appel lui-même. Pour McGee, la tâche du rhétoricien critique est l'organisation de fragments hétérogènes et disjoints de la culture politique dans le but de créer une occasion pour l'action (Charland, 1998). Il n'est pas question ici de transformer l'analyse rhétorique en une sociologie des textes politiques contemporains. Il s'agit de mettre au jour les prémisses utiles à la compréhension du texte rhétorique (ici l'appel du 25 mars 2005) plutôt que de faire une analyse historique ou sociologique du contexte entourant le lancement de l'appel¹³.

[For McGee], the critic's job is, then, the task of rhetorical construction – the temporary fixing and stabilizing of discourse to reveal its location in social space and relation of power (Cloud, 1994, p. 150).¹⁴

Suivant McGee, nous nous intéressons plutôt au contexte conçu comme intertextualité (Cloud, 1994, p. 150-151), comme contexte *enlacé* au mouvement rhétorique lui-même. Les éléments que nous convoquerons pour contextualiser le texte de l'appel seront de même niveau que l'appel : des textes médiatiques. Il ne s'agit pas pour nous d'établir une hiérarchie, de contraster les textes médiatiques avec des analyses sociologiques qui seraient plus aptes à déceler la véritable

¹¹ C'est du reste le reproche de Roland Barthes (1970, p. 244-245 et p. 247) : « Parfois, ici même dans ces mythologies, j'ai rusé : souffrant de travailler sans cesse sur l'évaporation du réel, je me suis mis à l'épaissir excessivement, à lui trouver une compacité surprenante, savoureuse à moi-même, j'ai donné quelques psychanalyses substantielles d'objets mythiques. »

¹² Il nous faudrait ici parler de la notion de *dividuel* chez Deleuze, ou comment idéologie, constitution de l'identité, et fragmentation sont liés : l'individu est totalement fragmenté, il a tellement peu de cohérence qu'il peut tuer pour avoir une paire de souliers Nike, sans lui-même comprendre les raisons de son geste (McGee, 1998).

¹³ Même si McGee nous dit que seules certaines implications du texte doivent être explorées (sans quoi on se perdrait dans une analyse textuelle sans fin), le plus grand défi du rhétoricien cherchant à révéler les prémisses des textes (et donc d'être plus analytique) est de ne pas perdre son caractère artistique, son élégance stylistique, ainsi que sa capacité de synthèse. Voir de ce point de vue la capacité de McGee dans *Fragments of Winter* à lier des fragments qui à première vue paraissent totalement disjoints – *Do the Right Thing* et une publicité pour Nike (McGee, 1990).

¹⁴ Cela sous-entend que la rhétorique n'existe pas en soi, en-dehors de l'intention d'un critique ou d'une audience.

mécanique des choses. Notre seul but est de restituer l'entrechoquement intertextuel au sein duquel l'appel a émergé, s'est momentanément stabilisé, puis s'est dispersé.

L'outillage théorique du rhétoricien lui permet d'appréhender plus largement la rhétorique de la circulation des fragments, de leurs unions, leurs désunions. Expert de la construction des textes, il devient plus ouvert aux multiples interprétations possibles des textes reconstruits. C'est en cela, comme l'affirme McGee (1990, p. 281) que la tâche du rhétoricien est aujourd'hui plutôt l'interprétation que la construction de textes. Par le passé, le rhétoricien construisait des textes qui étaient ensuite soumis à l'interprétation d'une audience bénéficiant des mêmes références culturelles que le rhétoricien. Le texte du rhétoricien était censé se suffire à lui-même : il traitait de manière exhaustive du sujet abordé, en anticipant les désaccords ou les oppositions que son texte pouvait susciter. Actuellement, le contexte de fragmentation de la culture interdit au rhétoricien toute prétention (même illusoire) à faire des textes qui se suffiraient à eux-mêmes. Pour McGee, le texte propre à l'Antiquité grecque ou romaine, en tant que discours fermé conçu sur la base d'une culture homogène, n'existe plus. Actuellement, le texte du rhétoricien ne représente plus la réalité objective, mais une interprétation de la réalité. Sans référence, culture ou grand narratif communs, que reste-t-il ? Des fragments d'information qui constituent un contexte. Le rhétoricien doit prendre acte de l'intertextualité grandissante dans laquelle son texte s'insère. Par sa recomposition experte, à partir de fragments, de discours originellement désarticulés, il doit construire un discours ouvert, en tentant de ne pas omettre des fragments de contexte qui assurent la validité provisoire de son discours. Ainsi, McGee (1990) invite le rhétoricien critique à faire des textes avec des fragments denses et incomplets, qui sont autant d'invitations, pour l'audience dans toute sa diversité, à produire un discours final. Un tel discours libérerait les audiences du fardeau de la construction de textes ayant du sens, c'est-à-dire comprenant suffisamment de fragments contextuels pour permettre une évaluation éclairée d'un problème donné, et leur permettrait de s'adonner à l'interprétation du texte et à son évaluation critique. Le rhétoricien critique a pour tâche de conjurer la dispersion contemporaine du discours pour restituer aux audiences une conscience critique. Une telle optique théorique nous semble salutaire dans un contexte politique contemporain spectaculaire marqué par les manipulations de symboles creux présentés comme coextensifs à la réalité vécue.

Question de recherche et méthodologie : l'appel du 25 mars comme fragment à reconstituer, à situer, dont il faut révéler les prémisses

Cette discussion théorique nous permet dès lors de mieux cerner l'opportunité de notre démarche d'analyse de l'appel contre le racisme anti-Blancs. Cet appel en tant que « fragment » d'une France désormais multiculturelle (Wieviorka et Dubet, 1996) ne constitue pas un texte fini né de la pensée d'une seule personne¹⁵. Cet appel est constitué d'un ensemble de fragments, détachés de contextes sociaux et culturels, qui se sont stabilisés le 25 mars 2005 en laissant apparaître ce fragment inattendu : le racisme anti-Blancs. Nous ne voulons pas contraster cet usage du vocable « racisme » avec ce qui serait le « bon » usage du mot ou une définition normative. Il s'agit pour nous d'examiner le contexte dans lequel s'inscrit cette utilisation de la notion de racisme et comment l'appel du 25 mars contribue à une nouvelle articulation de cette notion : en quoi la notion de racisme anti-Blancs, telle qu'articulée par l'appel du 25 mars, invite-t-elle à la controverse dans la société française contemporaine ? Pour répondre à cette question, nous nous pencherons successivement sur les relations respectives entre l'appel et les fragments dont il est constitué, la rhétorique présidant à leur stabilisation momentanée¹⁶. Nous nous pencherons enfin sur l'influence ultérieure que peut avoir l'appel, quand il se disperse à nouveau en de multiples fragments. Nous suivons en cela la méthode de la deuxième rhétorique de McGee :

One gets a more developed picture of a whole “text” by considering three structural relationships, between an apparently finished discourse and its sources, between an apparently finished discourse and culture, and between an apparently finished discourse and its influence (McGee, 1990, p. 280).

Cette méthode nous permettra de révéler comment au-delà de sa textualité première, l'appel du 25 mars alimente, par ses silences, ses choix, ses références dissimulées et surtout par une certaine utilisation de la notion de racisme, une certaine effectivité/affectivité¹⁷.

¹⁵ Ne pas se limiter à l'étude d'un unique artefact rhétorique conçu comme fermé sur lui-même, c'est la posture du rhétoricien qui considère la prévalence du terme « rhétorique » sur celui de « critique », soit l'inverse de la critique d'un texte seul, unitaire, jugé pour lui-même par rapport aux critères du Beau absolu. Cela est dans la logique du matérialisme idéologique prôné par McGee (1990, p. 276 et 279; Cloud, 1994, p. 150).

¹⁶ Comment le texte se relie effectivement et affectivement à l'esprit du temps de la société française contemporaine.

¹⁷ Dans la vision classique de la rhétorique (comme art oratoire), il nous faudrait examiner comment les outils de la rhétorique permettent d'accomplir un effet sur l'audience. Dans l'optique du « matérialisme idéologique » (nom que Cloud, 1994, donne à la théorie matérialiste de McGee), il s'agit plutôt d'éclairer la rhétorique des choses mêmes, et la façon dont cette rhétorique accomplit un changement (on porte alors plus attention à la pentade :

Précisons tout de suite que la deuxième rhétorique de McGee adopte une définition particulière de la rhétorique. Alors qu'au sens classique la rhétorique est conçue comme l'art de composer et délivrer oralement un texte en vue de persuader une audience, la rhétorique est conçue par McGee comme un mécanisme congruent au déroulement même des événements. Ainsi, elle n'a rien d'une technique ou d'un mécanisme logique ou scientifique, mais semble plus apte à rendre compte des discontinuités et des brisures du monde contemporain.. Elle peut être ici envisagée comme le double maudit de la Logique de Hegel.

Généalogie fragmentaire de l'appel du 25 mars 2005

Le texte de l'appel présente lui-même sa propre généalogie :

Il y a deux ans, presque jour pour jour, le 26 mars 2003, quelques uns [*sic*] d'entre nous lançaient un cri d'alarme. Quatre jeunes du mouvement Hachomer Hatzair venaient de se faire agresser en marge d'une manifestation contre la guerre en Irak parce qu'ils étaient Juifs. Une tentative de lynchage en plein Paris, un scandale¹⁸.

Toutefois, cette généalogie alléguée semble partielle. Même si l'expression de racisme anti-Blancs n'apparaît pas dans l'appel de l'Hachomer Hatzair, la notion de racisme anti-Blancs qui y transparait (il y est question de « ratonnades anti-Blancs ») peut étonner si on se réfère à l'historique de cette organisation. La notion de racisme anti-Blancs est habituellement utilisée par des groupes apparentés à l'extrême-droite française. En faisant une recherche sur Internet sous le terme « racisme anti-Blancs », le navigateur nous redirige entre autres vers des sites xénophobes. Ces sites relatent des histoires d'agressions de Blancs par des Noirs ou des Arabes dépeints invariablement comme des personnes violentes et irrespectueuses¹⁹. Or l'Hachomer Hatzair constitue un mouvement sioniste-socialiste d'inspiration laïque, ses membres étant peu ou pas

orateur/audience/occasion/performance/changement : McGee, 1982). Sur la question de savoir si la rhétorique existe *en soi* ou si elle n'existe que par l'intention de l'audience ou de l'orateur, voir *infra*.

¹⁸ Hachomer Hatzair (2005), « Appel de l'Hachomer Hatzair et de Radio Shalom », page consultée le 25 avril 2005, <<http://www.hachomer.net/appel.php>>.

¹⁹ Réseau Éducation-Médias (2007) « Techniques de propagande haineuse sur Internet », page consultée le 27 juin 2007, <http://www.media-awareness.ca/francais/ressources/educatif/activites/seconaire_3-5/propagande_haineuse/techniques_de_propagande.cfm>. Pour un exemple d'un de ces sites, voir B. Gheerbrant, « Aspects du racisme antiblanc », page consultée le 27 juin 2007, <http://www.racismeantiblanc.bizland.com/livre/ch_02_aspect.htm>.

pratiquants²⁰. Ses principaux adversaires sont le Bétar et la LGDJ (ligue de défense juive) qui représentent l'extrême-droite juive et avec lesquels ses membres se sont plusieurs fois physiquement battus. L'Hachomer Hatzair semble peu susceptible de sympathiser avec des idées d'extrême-droite. La question se complique lorsque l'on sait que l'Hachomer Hatzair est très proche du mouvement pacifiste israélien Shalom Archav (La Paix maintenant) qui milite contre la construction du mur de séparation entre l'État d'Israël et la Palestine et pour la création d'un authentique État palestinien. Il est compréhensible que l'agression de quatre jeunes de l'Hachomer Hatzair par des manifestants pro-palestiniens ait pu être très mal vécue par des militants de l'Hachomer Hatzair, attaqués par ceux-là même qu'ils entendent défendre. Un détail important permet de mieux recontextualiser l'emploi de l'expression « racisme anti-Blancs » par cette organisation : l'Hachomer Hatzair est composée majoritairement de jeunes d'origine ashkénaze (juifs venant des pays d'Europe de l'Est) ayant généralement une peau blanche²¹. Il ne s'agira pas dès lors pour nous de stigmatiser l'Hachomer Hatzair et de lui supposer des accointances avec des groupes extrémistes. Il est en revanche important de noter qu'une certaine rivalité entre la communauté juive d'une part et les communautés noires ou/et originaires du Maghreb d'autre part apparaît en toile de fond de l'appel du 25 mars 2005²². Même si l'appel précise ne pas vouloir stigmatiser un groupe particulier²³, sa rhétorique a pour effet d'aviver les tensions entre communautés.

Les tensions entre communautés juive et noire ou arabe sont lisibles dans les déclarations fracassantes de personnalités très en vue du monde des médias ou du spectacle. Dieudonné, un humoriste franco-camerounais, a fait plusieurs déclarations dans les médias stigmatisant le sionisme comme étant « le sida du judaïsme » (Agence France Presse, 2005b). Le spectacle qu'il présentait en 2005, qui a fait salle comble dans les territoires d'outre-mer antillais, a été accusé d'avoir de forts relents d'antisémitisme. Cela fit dire à l'intellectuel Alain Finkielkraut, premier signataire de l'appel du 25 mars, que Dieudonné « métastasait », répandant sa rhétorique antisémite au cours de ses spectacles. Alain Finkielkraut ne limita pas sa critique à Dieudonné

²⁰ Par exemple, ils ne portent pas la kippa en public.

²¹ À l'opposé, le Betar et la LGDJ recrutent principalement chez les jeunes sépharades (originaires d'Afrique du Nord) ayant plus généralement une peau mate.

²² Pour un tour d'horizon critique sur les banlieues françaises actuellement, et notamment les tensions entre les nombreuses communautés qui y cohabitent, voir Vidal, 2006.

²³ R. Reichstadt (2005), « Considérations sur le racisme anti-"Blancs" », 30 avril, page consultée le 20 avril 2007, <<http://www.communautarisme.net>>.

mais la généralisa à tous les Créoles. Ainsi, le dimanche 6 mars 2005, à l'émission « Qui vive » sur Radio RCJ (Radio Communauté Juive), Alain Finkielkraut déclarait :

Dieudonné en a profité [de l'agression par « trois jeunes Juifs »] en Martinique, mais peut-être n'aurait-il pas eu besoin de cela, pour jouer deux soirs de suite à guichet fermé devant une foule surexcitée, voilà, et victimes, antillaises, de l'esclavage... qui vivent aujourd'hui de l'assistance de la métropole, mais passons...²⁴

Généalogie plus immédiate, la manifestation étudiante du 8 mars 2005, à la suite de laquelle a été lancé l'appel du 25 mars suivant, visait à protester contre la loi Fillon, du nom du ministre de l'Éducation nationale d'alors²⁵. L'appel, par l'expression « racisme anti-Blancs », articule deux événements très dissemblables qui sont intervenus à deux ans d'intervalle : une agression de militants juifs laïques par des pro-palestiniens en 2003 et des agressions d'étudiants par des jeunes de banlieues en 2005²⁶.

Cette manifestation étudiante qui se voulait pacifique a été entachée par des violences. Suivant les comptes-rendus de la presse, des jeunes en bandes organisées venant des banlieues parisiennes s'en sont pris à des étudiants qui manifestaient, leur volant leurs téléphones portables et les traînant par terre. Les victimes auraient été choisies parce qu'elles étaient Blanches et aisées et avaient le « look surfeur » (cheveux longs et pantalon large) (Bronner et Laronche, 2005, p. 11). Malgré la violence des agressions, aucun lycéen n'a été gravement blessé, ce que peu de journaux précisent. Une polémique a éclaté sur la gestion des agressions par la police. De jeunes manifestants agressés s'étaient rendus auprès des agents de CRS²⁷ pour leur demander de l'aide, mais ces derniers leur auraient rétorqué que « ce n'était pas leur job » (Cornevin et Tillie, 2005, p. 9). Selon les journalistes, les Renseignements généraux²⁸ avaient prévu que de telles

²⁴ P. Draszen (2005), « Finkielkraut, le cousin de Le Pen? », 13 juin, page consultée le 5 juin 2007, <http://paris.indymedia.org/article.php3?id_article=38152>.

²⁵ Pour ses détracteurs, ce projet de loi faisait peser la menace d'une privatisation de l'enseignement secondaire et proposait notamment l'attribution de bourses scolaires au mérite (alors que le système actuel privilégie les bourses sur des critères sociaux).

²⁶ Deux événements qui, comme pourrait nous le faire remarquer Stuart Hall, n'avaient pas vocation à se mouler dans une commune signification. Notre utilisation du concept d'articulation est largement redevable à la théorisation et à l'utilisation qu'en a fait Stuart Hall dans de nombreuses analyses : voir Hall, 1996, p. 137.

²⁷ Compagnie Républicaine de Sécurité, les forces de l'ordre encadrant les manifestations.

²⁸ Aussi appelés RG. Les RG sont un service de la direction générale de la police nationale. Ils sont chargés de rechercher et trier des renseignements destinés à informer le gouvernement. À ce titre, ils procèdent à une veille du climat social dans les banlieues françaises.

bandes allaient descendre lors des manifestations lycéennes avec l'intention manifeste de causer des troubles. Malgré cela, les CRS avaient comme consigne du ministère de l'Intérieur de ne pas intervenir. Raison invoquée : le syndrome Malik Oussekiné, du nom de ce jeune français d'origine algérienne battu à mort par des policiers chargés d'encadrer une manifestation lycéenne à Paris en 1986²⁹. Sa mort avait alors provoqué un large émoi dans les médias et parmi les manifestants (Cornevin et Tillie, 2005, p. 9; Agudo, 1996)³⁰. Le mouvement de protestation contre la politique du ministre de l'Éducation nationale d'alors s'était doublé de marches pour la tolérance organisées notamment par l'association SOS Racisme³¹.

Concernant les manifestations lycéennes de mars 2005, les policiers interrogés auraient expliqué qu'il serait trop risqué d'intervenir à chaud au milieu des manifestants, car il pourrait y avoir des morts accidentelles. Cette raison peut sembler étrange : si l'on en revient aux faits de 1986, Malik Oussekiné avait été battu à mort par les policiers *en marge* des manifestations, à 22 heures, une fois que la manifestation s'était dispersée³². Ce décès n'était donc pas dû à un dérapage accidentel du service de sécurité, mais à deux policiers qui avaient battu à mort un jeune qui se trouvait seul au fond d'une ruelle. Faisant suite à la manifestation du 8 mars 2005, une seconde manifestation lycéenne rassembla le 15 mars 2005 beaucoup moins de personnes, cette baisse étant attribuée par beaucoup d'observateurs aux violences survenues le 8 mars. Il est significatif que la polémique sur les agressions de Blancs par des Noirs ait occulté cet aspect de l'événement : des CRS censés éviter tout débordement qui laissent les agressions se dérouler sans intervenir.

²⁹ Manifestation contre le projet de loi Devaquet, du nom du ministre de l'Éducation nationale d'alors. Cette loi visait le rétablissement de la sélection à l'entrée des universités, une hausse des droits d'inscription universitaires et une plus grande autonomie financière des universités. Elle fut retirée après la mort de Malik Oussekiné.

³⁰ Pour le coup, ça constitue une vraie ratonnade.

³¹ Pour certains, la création de SOS Racisme aurait été pilotée par le parti socialiste (gauche française modérée) et visait à détourner l'attention des médias de mouvements composés de jeunes Beurs (mot argotique désignant les Arabes) ayant des revendications politiques plus radicales (voir la marche des Beurs en 1983). Ces revendications auraient alors été éclipsées au profit de slogans lancés par SOS Racisme comme « Touche pas à mon pote » et d'appels au multiculturalisme qui ne remettent pas en question les inégalités structurelles existantes : voir Juhem, 1998.

³² Les deux policiers en question ont écopé trois ans après les faits de prison avec sursis pour « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner » alors qu'un témoin raconte : « ... ils se sont précipités sur le type réfugié au fond et l'ont frappé avec une violence incroyable. Il est tombé, ils ont continué à frapper à coups de matraque et de pieds dans le ventre et dans le dos » (Agudo, 1996).

Comment l'appel, à travers des processus de réarticulation de la notion de racisme, est propre à générer une effectivité/affectivité chez son audience

Nous allons tenter de situer l'appel du 25 mars 2005 dans les relations de pouvoir de la société française d'aujourd'hui. Il convient d'examiner comment les symboles convoqués dans l'appel lient effectivement et affectivement l'appel à son contexte de performance. La notion d'idéographe de McGee va nous y aider.

Lier l'idéographe et l'idéologie en fragments. De l'usage de la notion de « racisme anti-Blancs »

Lier la première rhétorique de McGee (l'idéographe) et sa deuxième rhétorique (l'audience comme assembleuse de fragments) peut nous fournir des pistes de réflexion intéressantes pour cerner l'articulation du terme « racisme anti-Blancs » dans l'appel du 25 mars 2005. Pour McGee, les idéographes sont ces mots-étendards à forte valeur émotionnelle (comme Liberté ou République) qui peuvent diversement affecter les audiences suivant les époques et le contexte de leur utilisation³³. Il cherchait à faire, avec le concept d'idéographe, un lien entre la rhétorique et l'idéologie. Dans sa critique de la notion de dramatisme chez Kenneth Burke³⁴, McGee appelle à un abandon de la métaphore du dramatisme et suggère qu'il pense que les idéographes ne résultent pas de mises en cohérence de la réalité du monde par les diverses audiences. Pour lui, ces idéographes, dans la diversité de leur circulation, peuvent être considérés comme de véritables constituants du vécu psychique des audiences. Ils sont influents car ils affectent directement les audiences, à la fois instrument d'action et leurre potentiel internalisés par les audiences :

The important fact about ideographs is that they exist in real discourse, functioning clearly and evidently as agent of political consciousness. They are not invented by observers; they come to be as part of the real life of people whose motives they articulate (McGee, 1980, p. 7).

I have argued here that the concepts "rhetoric" and "ideology" may be linked without poetic metaphors, and that the linkage should produce a description and

³³ Cette notion d'affectivité que met en avant le concept d'idéographe nous semble utilement compléter les apports du concept d'articulation (utilisé notamment par Antonio Gramsci et Stuart Hall).

³⁴ Philosophe américain (1897-1993), spécialiste de rhétorique et dont la pensée est très utilisée par certains courants sociologiques nord-américains.

an explanation of dominant ideology, of the relationship between the “power” of a state and the consciousness of its people (McGee, 1980, p. 15).

Ainsi, l’individu postmoderne fragmenté est en contact direct avec les idéographes, sans le filtre d’un « écran terminal » (*terminalistic screen*, soit une perception qui autorise la distance critique et interprétative). Un idéographe doit être appréhendé du point de vue de ses effets et non par le biais de ses significations, toujours partielles et contingentes et rendant peu compte de ses effets réels. La charge émotionnelle des idéographes peut naître de l’affect qu’ils sont à même de générer chez les audiences. Donc, même si la culture est fragmentaire et que l’audience doit reconstituer des textes à partir de fragments, cela ne signifie pas que l’audience soit immunisée contre toute influence idéologique. Nous proposons de considérer le racisme comme un idéographe pouvant s’inscrire dans une pluralité d’articulations, soumis à des processus de réarticulation et qui, en dépit de son imprécision, est propre à affecter l’audience de l’appel du 25 mars.

Le racisme comme idéographe : articulation/désarticulation

Pour comprendre la controverse entourant l’usage de la notion de racisme anti-Blancs, il est utile d’examiner les articulations contemporaines de la notion de racisme en France, afin de mieux comprendre la façon dont l’appel du 25 mars s’agence activement à son contexte de performance. Une des articulations contemporaines de la notion de racisme renvoie à l’idée d’intolérance envers les personnes issues de l’immigration des années 1960 en provenance du Maghreb et de l’Afrique Noire, et de promotion du multiculturalisme³⁵. La création de l’association SOS Racisme en 1984, avec le soutien du syndicat étudiant UNEF-ID, s’était faite suite à l’émergence de mouvements de jeunes Français arabes des banlieues qui n’acceptaient plus la discrimination et les inégalités dont étaient victimes les immigrés du Maghreb en France. Pour certains, l’association SOS Racisme et son slogan « Touche pas à mon pote » cannibalisait d’autant mieux les ressorts de la mobilisation des jeunes Français arabes des banlieues qu’elle assurait une représentation (inoffensive et dépolitisée) d’une partie de leurs revendications³⁶. Cela peut

³⁵ Il ne s’agit évidemment pas de la seule articulation contemporaine. Le racisme peut par exemple aussi renvoyer à l’antisémitisme.

³⁶ En dépit de ses liens avec le parti socialiste français, SOS Racisme est apparu à certains comme une dépolitisation des mouvements des banlieues comme la marche des Beurs en 1983 (Juhem, 1998).

expliquer la connotation particulière qui s'attachait au slogan à l'époque : dans les médias, le « pote » était construit comme immigré maghrébin ou noir. Il n'en demeure pas moins que la notion de racisme informait des mobilisations sociales et avait une certaine effectivité. Nous pouvons ainsi conceptualiser la notion de racisme comme idéographe.

L'appel du 25 mars 2005 s'inscrit dans un contexte où les actes d'agressions lors de la manifestation étudiante du 8 mars sont souvent présentés dans la presse comme dirigés contre des lycéens Blancs assez aisés. Or, certaines fédérations de lycéens sont depuis 1986 à l'avant-garde des mouvements qui visent à lutter contre le racisme et les stigmatisations dont sont victimes notamment les communautés noires ou arabes³⁷. Lors de manifestations lycéennes du milieu des années 1980, le slogan « Touche pas à mon pote » promouvait le sentiment d'une solidarité nationale, par-delà les différentes origines, avec ceux que l'on appelait les « immigrés de seconde génération »³⁸. L'appel du 25 mars 2005 invite-t-il à considérer la fin de cette articulation spécifique ? Le racisme serait-il devenu une notion éclatée, multiple, *ad hoc*, reflet d'une condition postmoderne « en fragments » ? La dispersion de la notion de racisme ne signifie pas qu'elle perde en effectivité ou en puissance de mobilisation. Concevoir le racisme comme idéographe nous aidera à mieux cerner ses effectivités contemporaines.

L'appel du 25 mars 2005 réarticule la notion de racisme en rapprochant deux agressions distinctes, mais aussi en utilisant un vocabulaire fortement connoté. Il y figure des termes particulièrement chargés historiquement : on y parle de « lynchage » (terme qui renvoie habituellement à l'agression ou au meurtre de personnes noires par des Blancs) et de « ratonnades anti-Blancs » (« ratonnade » renvoie habituellement au meurtre de personnes arabes par les policiers ou l'armée française durant la guerre d'Algérie). Lors de la manifestation du 8 mars, des manifestants ont certes été traînés par terre, frappés et se sont fait voler leur téléphone portable. Mais de telles agressions ne sont tout simplement pas assimilables aux actes auxquels renvoient

³⁷ Voir notamment la création en 1987 de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) par des lycéens et des membres de SOS racisme. Ce syndicat se proposait d'élargir les revendications concernant les lycéens à des problèmes sociaux comme la lutte contre les discriminations. Concernant l'organisation SOS Racisme, ses liens quasi-organiques avec la FIDL s'expliquent par leur créateur/inspirateur, le socialiste Julien Dray : voir Juhem, 1998.

³⁸ Leurs parents étaient venus en France dans les années 1960 pour pallier le manque de main-d'œuvre dans les emplois sous-qualifiés de la construction ou de l'entretien. Cette immigration est liée à l'émergence de villes périurbaines destinées notamment à combler les besoins en logement de ces populations (les « cités » des banlieues). L'emploi même du mot « immigré », courant en France, est problématique selon nous : les jeunes immigrés dont on parle sont souvent « immigrés » depuis deux générations.

usuellement les termes « lynchages » ou « ratonnades ». La thématique sous-jacente à ce choix est exploitée à nouveau ultérieurement par Alain Finkielkraut, dont *Le Monde* retranscrit les propos :

Parce qu'on ne voudrait pas désigner du doigt des victimes potentielles du racisme, parce qu'on ne voudrait pas affirmer sa nationalité française, celle-ci étant entachée par un passé colonial, on devrait continuer à occulter le phénomène, poursuit-il... Il faut rompre avec cette dénégation. C'est le parti de la dénégation qui alimente l'extrême droite [*sic*] (Eeckhout, 2005, p. 10).

Finkielkraut semble signifier que le sentiment de culpabilité lié aux atrocités commises par l'armée française durant la guerre d'Algérie empêche d'ouvrir les yeux sur une réalité actuelle : les « ratonnades » anti-Blancs, ces lynchages qui sonnent comme une revanche des immigrés - dont l'appartenance à la communauté nationale française semble à priori exclue. L'usage de ces termes confère aux agresseurs une haine, une rage qui ne correspond pas forcément à la réalité des faits (voler un portable pourrait aussi bien être considéré comme une revanche économique que comme une haine basée sur des critères raciaux). Le racisme est historiquement, entre autres, une idéologie liée à la traite des Noirs et à la colonisation³⁹. Dans son intervention, Finkielkraut parle du complexe du colonisateur qui amènerait les Français (sous-entendu les Blancs) à ne pas affirmer leur nationalité française. En voulant faire passer à l'arrière-plan la colonisation, son intervention désarticule la notion de racisme d'une de ses bases historiques (le racisme anti-Noir est lié à l'histoire de la colonisation). L'idéographe « racisme » devient par là même plus disponible pour une nouvelle articulation (le racisme devient « racisme anti-Blancs »). Nous voyons que l'appel du 25 mars 2005 est rhétorique : il sélectionne certains événements, les relie à d'autres événements pour créer une urgence d'agir politiquement. L'appel ne peut en aucun cas être assimilé à la réalité vécue par les manifestants lycéens ou les groupes de jeunes des banlieues venus perturber la manifestation.

Nous voyons que la façon dont le texte se redisperse, différentes personnes en reprenant des parties pour développer ou infléchir sa logique, peut nous aider à comprendre les contradictions dont il est porteur.

³⁹ Encyclopaedia Universalis, « Racisme », <<http://www.universalis-edu.com/corpus.php?mots=racisme&nref=P151731&optimode=0#napp1237>>, page consultée le 25 avril 2006.

L'influence complexe de l'appel en fragments

One gets a more developed picture of a whole "text" by considering three structural relationships, between an apparently finished discourse and its sources, between an apparently finished discourse and culture, and between an apparently finished discourse and its influence. (McGee, 1990, p. 280, nous soulignons)

Si on suit la théorie de McGee qui parle de l'influence d'un texte apparemment fini, on se doit de prêter attention aux diverses modalités de réapparition du texte de l'appel du 25 mars 2005. Sans viser l'exhaustivité dans la dispersion qui s'est opérée à la suite du lancement de l'appel et de sa stabilisation momentanée, nous allons nous intéresser à l'influence immédiate de ce texte : notamment à la façon dont cet appel est repris dans certains médias influents et aux commentaires, polémiques et récupérations immédiates dont il est l'objet⁴⁰.

Le Monde et le racisme anti-Blancs

Cet appel du 25 mars a provoqué de nombreuses réactions, tant chez les associations de lutte contre le racisme que dans la classe politique et les rédactions des journaux. *Le Monde*, quotidien français influent, consacra un dossier sur ces agressions anti-Blancs dans son édition du 16 mars. C'était la première fois que le journal parlait d'un racisme anti-Blancs dans ses colonnes. Le médiateur de la rédaction⁴¹ s'efforçait de justifier pourquoi son journal n'avait pas fait référence à ce type de violence auparavant (Solé, 2005, p. 12). De nombreux lecteurs se plaignaient auprès de la rédaction : *Le Monde* (que certains considèrent comme politiquement orienté à gauche), avait trop longtemps négligé ce type de racisme qui serait à leurs yeux une réalité depuis de nombreuses années. D'autres blâmaient le quotidien de mettre en avant une notion qui renforce la stigmatisation et les clivages communautaires. Un article du *Monde* citait les propos d'un militant antiraciste :

Militant antiraciste, membre du syndicat SUD-Education (proche de l'extrême gauche [*sic*]), cet enseignant précisait : « *Il s'agissait d'agressions de type racial (...). Je n'ai vu que des Noirs agresser des Blancs.* » (Bronner, 2005, p. 9; repris dans Solé, 2005, p. 12).

⁴⁰ Nous ne traiterons pas ici de l'influence plus lointaine possible de ce texte.

⁴¹ Chargé des relations avec les lecteurs, le médiateur répond à leur courrier.

De tels propos semblent ne pouvoir laisser planer aucun doute dans l'esprit du lecteur. De nombreux lecteurs du Monde avaient dans l'édition du 26 mars exprimé soit leur colère envers le fait que leur quotidien alimente les tensions communautaires, soit leur contentement de voir leur journal enfin ouvrir les yeux sur une réalité qui existe selon eux depuis longtemps :

Le lendemain, dans un autre courriel, ce même lecteur corrigeait le tir : « Merci. Malgré l'ironie de mes propos, croyez bien que je suis heureux que Le Monde regarde enfin la réalité en face. Cela fait quinze ans que j'attendais cela. J'ai passé toute mon enfance, à Paris, à affronter quotidiennement l'attitude hostile des jeunes issus de l'immigration, à qui vous n'avez jamais rien fait mais qui vous haïssent du simple fait que vous êtes Blanc; pour ensuite lire le soir les chroniques ruisselantes de bonne conscience de votre journal expliquant jour après jour que le principal danger menaçant la France était le racisme des petits bourgeois Blancs. Quinze ans à renverser systématiquement les victimes et les agresseurs. C'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai quitté ce pays. » [...]

Des lecteurs ont été choqués que *Le Monde* soulève une telle question, et de cette manière. « *Quel est votre but?*, demande Amel Lagoubi (courriel). *Nous informer que des abrutis brutaux existent? Que les problèmes viennent des banlieues? Vous décrivez une réalité, mais sous un angle assez dangereux. A croire que tous les manifestants ne sont que des "petits Blancs" et tous les casseurs des basanés!* » [...]

Une autre internaute, Micaela Rojas, est encore plus sévère : « *Bravo, sujet magistralement traité, bel exemple de stigmatisation communautaire, un de plus dans l'océan de mépris des médias nationaux vis-à-vis des communautés arabes et noires! Vous avez tout compris des racines profondes du mal, c'est effectivement l'envie de belles fringues et de portables dernier cri qui motive les "bougnoles" et autres sales négros de banlieue, et pas du tout leur exclusion sociale criante. Quelle clairvoyance! Je ne pensais pas que Le Monde, que j'estime depuis l'adolescence, pouvait en arriver là.* » (Solé, 2005, p. 12)

L'appel récupéré par l'extrême-droite

L'appel, de manière très rhétorique, anticipe et reconnaît le type d'influences qu'il peut générer. Les personnes ayant lancé l'appel étaient conscientes des risques de récupération : « *Écrire ce genre de textes est difficile parce que les victimes sont kidnappées par l'extrême droite [sic].* » Cet appel pose les Blancs comme groupe en victimes et reconnaît les risques de « kidnapping » des victimes par l'extrême-droite. L'anticipation est juste. L'édition du *Monde* du 16 mars a

inspiré à Bruno Gollnisch, numéro deux du Front National⁴², le communiqué suivant le 26 mars, soit un jour après l'appel contre le racisme anti-Blancs :

Tant que les victimes étaient les jeunes Français des milieux populaires de banlieue, la « gauche caviar » les considérait avec indifférence. Mais aujourd'hui, ce sont ses enfants qui trinquent. Pauvres chéris, qui manifestent contre Fillon et se font agresser lors de ce devoir civique. « Allô maman bobo, que font donc les CRS? » Les choses ont bien changé depuis Mai 68 (Eeckhout, 2005, p. 10).⁴³

La récupération a donc bien eu lieu, comme le prévoyait et le déplorait à l'avance l'appel du 25 mars 2005.

Le point de vue d'Alain Finkielkraut et de Pierre-André Taguieff

Alain Finkielkraut est un intellectuel français, fils unique d'un maroquinier juif déporté à Auschwitz pendant la seconde guerre mondiale, et peu suspect de revendications identitaires particularistes. Lui-même s'est interrogé par rapport à son identité de fils de Juif déporté et refuse de revendiquer sans réflexion critique cette identité attribuée (Finkielkraut, 1983). Nathalie Rachlin précise que bien que Finkielkraut soit conscient qu'un État refusant toute expression aux identités culturelles particulières fait courir le risque d'hégémonie, il trouve que le risque de relativisme culturel est encore plus grand :

In Europe, as in the United States, traditional politics with its clear delineation between Left and Right is being replaced by a yet-unchartered politics of identity. Finkielkraut, in a 1986 article, "Age of Ideology, Age of Culture," showed how his generation went from embracing the Cold War's "age of ideologies" to hailing our postmodern "age of cultures." Today still, in a world propelled into the future by transnational corporations, communities are continually being redrawn, based on racial, ethnic, or cultural grounds. If Finkielkraut sees a sickness in this shift from politics to identity, it is not because he is opposed to particularistic claims in principle; on the contrary: he has been a staunch advocate of cultural particularisms, as exemplified lately by his support of the right of Croatia to nationhood. But he is opposed to particularisms that are absolute, essentialist or coercive. (Rachlin, 1995, p.76)

⁴² Principal parti politique d'extrême-droite en France.

⁴³ On peut remarquer que l'intellectuel républicain conservateur P.A. Taguieff, signataire de l'appel du 25 mars 2005, assimile antiracisme et l'antipopulisme des élites de la culture et des médias. L'antiracisme serait alors une coquetterie des élites déconnectées de la réalité sociale des banlieues...

Contre toutes les tendances intellectuelles actuelles promouvant le nomadisme et la déterritorialisation, Alain Finkielkraut semble défendre les idées de République et de communauté nationale⁴⁴. A la suite de l'appel, il affirme :

« Les violences lors des manifestations lycéennes relèvent du même phénomène que le nouvel antisémitisme. Aujourd'hui, un certain nombre d'immigrés se recomposent une identité dans une haine des Juifs et de la France, une haine judéophobe et francophobe », estime le philosophe, tout en assurant ne pas oublier qu'il existe un racisme anti-Noirs, anti-Maghrébins (*Le Monde*, 2005b, p. 16).

En parlant de francophobie, Finkielkraut stigmatise les agresseurs comme francophobes, mais il est peu probable que la notion de francophobie soit à même de rendre compte de la signification ambivalente que les agresseurs attacheraient eux-mêmes à leurs actes. Dans la même intervention, Finkielkraut appelait encore plus clairement à ne pas avoir peur « d'affirmer sa nationalité française ». Il est probable pourtant que la majorité de ces agresseurs soient bels et bien Français (Blancs, Arabes ou Noirs), quand bien même on parle en France d'immigrés de seconde génération pour désigner des personnes de nationalité française et vivant en France depuis leur naissance⁴⁵. Il y a un enjeu symbolique autour du terme « racisme » : Finkielkraut précise anti-Noir et anti-Maghrébin lorsqu'il convoque le concept de racisme, désarticulant ainsi le sens commun du mot où « racisme » est entendu comme intolérance envers les Noirs et les Arabes. Par son soutien à l'appel du 25 mars et par ses commentaires, il semble vouloir restaurer l'idée de communauté nationale aux dépens de certaines communautés culturelles (arabes et noires) qui, bien que possédant souvent la nationalité française, s'en trouvent exclues par ses propos.

Par ailleurs, il ne parle pas d'antisémitisme mais de judéophobie, un concept beaucoup plus vague et peu situé, dont le suffixe vient en écho à « francophobie », pour aboutir finalement à

⁴⁴ Ce qui peut le faire percevoir comme un intellectuel conservateur, quand bien même il a été politiquement engagé à gauche.

⁴⁵ Les immigrés non Français peuvent être des immigrés avec des permis de séjour temporaires ou des sans-papiers, les immigrés clandestins, contre lesquels le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, a mené une politique de répression très médiatisée (loi en avril 2003 de lutte contre l'immigration clandestine proposée par le ministre de l'Intérieur d'alors, Nicolas Sarkozy). Il apparaît peu probable que des immigrés clandestins se rendent à une manifestation étudiante quadrillée par la police. Pour une enquête sociologique donnant la parole à ces immigrés, voir Laacher, 2002.

l'idée d'un racisme anti-Blancs qui lie par défaut les Juifs et les Blancs non Juifs dans un destin commun de victimes⁴⁶. L'analyse des propos d'Alain Finkielkraut montre une inclusion de la communauté juive dans une communauté nationale de Blancs réifiée. Cette inclusion fait écho à l'appel de Finkielkraut pour une identité juive indéterminée (Finkielkraut, 1983), qui permettrait à la communauté juive de se fondre plus aisément dans une communauté nationale imaginée. Mais au lieu de combattre l'essentialisation de toutes les identités communautaires, la réification par Finkielkraut des communautés blanches, noires et arabes laisse apparaître la dimension nécessairement politique du concept d'identité, fut-elle revendiquée comme indéterminée⁴⁷. Cette tentative de réarticuler le concept de racisme à celui de victimisation des Blancs (Juifs et non Juifs) est encore plus claire dans la citation suivante de Pierre-André Taguieff :

Intellectuel de sensibilité républicaine, Pierre-André Taguieff, auteur de *La Nouvelle judéophobie* (Mille et une nuits, 2002), qui fut épinglé, comme Alain Finkielkraut, dans le livre de Daniel Lindenberg, *Le Rappel à l'ordre, enquête sur les nouveaux réactionnaires* (Seuil 2002), se dit inquiet d'un « éclatement communautariste de la communauté nationale ». Pour le politologue, s'il faut se garder de « toute stigmatisation des jeunes Blacks pauvres », il y a bel et bien aujourd'hui un « racisme anti Blancs » : « ces manifestations de violence anti-Juifs et anti-Français, participent d'un même clivage ethnoracial black, rebeu ("beur" en verlan), Blanc, qui est réel et important ». Pour lui, **la judéophobie est inséparable d'une francophobie** : « Des Blacks et des Maghrébins se pensent comme anti Blancs. Il faut faire la part de la haine de classe, mais il y a bien une racialisation du conflit social. » (Eeckhout, 2005, p. 10; nos accents).

Le concept de judéophobie est ici préféré à celui d'antisémitisme (haine des sémites en raison de leur race) ou d'antijudaïsme (intolérance envers la religion juive). Même si le concept d'antisémitisme a été forgé au XIX^e siècle pour désigner l'intolérance envers tous les Juifs⁴⁸, tous les Juifs ne sont pas sémites tandis que certains Arabes sont sémites. L'antisémitisme *stricto sensu* renverrait ainsi à une haine des Juifs et des Arabes. Le terme judéophobie, terme peu précis désignant une forme d'opposition à la communauté juive, a été popularisé par Pierre-André Taguieff dans un essai publié en 2002 sur *La nouvelle judéophobie*, et, renvoyant au conflit israëlo-palestinien (Taguieff, 2002)⁴⁹, il serait plus susceptible d'englober la notion

⁴⁶ Il nous semble que le concept d'antisémitisme est ici mis hors-jeu.

⁴⁷ Nathalie Rachlin (1996), dans la conclusion de sa critique du *Juif imaginaire*, mettait en exergue la dimension nécessairement politique des identités culturelles, ce que le concept d'identité juive indéterminée masquait selon elle.

⁴⁸ Voir les écrits de Léo Taxil, auteur de pamphlets antisémites à la fin du XIX^e siècle.

⁴⁹ Pour une perspective complémentaire, voir Weill-Raynal, 2005.

d'antisionisme (opposition à l'existence de l'État israélien). Il ferait dans cette optique écho à la notion d'islamophobie et renverrait aux tensions entre les communautés juives et arabes. Dans son intervention, Taguieff parle de « Black » et de « Rebeu », mots argotiques employés surtout dans le langage des jeunes de banlieues. Ces mots sont parfois vus comme moins stigmatisants que « Noirs » ou « Arabes ». Toutefois, dans son discours, Taguieff affirme que ces jeunes se définissent comme « anti-Français ». De plus, il présente la racialisation du conflit social comme un fait indubitable. Un tel discours dépeint ces jeunes comme étrangers à une communauté nationale qui serait faite de Blancs et naturalise comme conflit racial les actes d'agression commis lors de la manifestation.

Jusque-là, le racisme constituait en France un moyen de mobiliser le public contre, entre autres, les violences ou les discriminations réalisées à l'encontre des Noirs ou des Arabes. La rhétorique de l'appel du 25 mars semble effectuer une réarticulation de la notion de racisme, l'attribution du statut de victime du racisme entrant en opposition avec l'attribution de celui d'agresseur raciste.

Le point de vue de chercheurs et d'associations

La dispersion de ce texte génère des mouvements contraires. Des chercheurs réagissent contre cette simplification abusive : Sophie Ernst, philosophe spécialiste de l'éducation, nous invite à nous méfier des conclusions tendancieuses (Ernst, 2005, p. 3)⁵⁰, tandis qu'Ester Benbassa, historienne à l'École pratique des hautes études de Paris, s'insurge contre les compétitions de victimes que l'on crée (Grosjean, 2005, p. 14). D'autres préfèrent avoir une lecture en termes de conflit de classes en parlant d'un nouveau Lumpenprolétariat duquel seraient ici les jeunes casseurs (Larguèze, Goldbronn *et al.*, 2005, p. 15)⁵¹. L'explication socio-économique (les jeunes de banlieues en situation sociale d'échec deviennent des casseurs) amende utilement les explications en termes de racisme (anti-Noir et/ou anti-Arabe). La discrimination envers les communautés noires ou arabes dans la recherche d'un emploi provoque un appauvrissement économique :

⁵⁰ Sophie Ernst est chargée d'étude à l'Institut national de la recherche pédagogique et a créé un programme de recherches sur l'enseignement de la Shoah et la guerre d'Algérie.

⁵¹ Cette lecture en termes de classes est relativement courante dans ce type de débat et peut aussi réactiver des préjugés parfois ancrés dans le sens commun : le pauvre Noir contre le riche Juif (voir West et Lerner, 1996, pour une lecture plus critique).

A l'« effet quartier » (banlieue), on peut enfin ajouter un « effet origine » : l'écart constaté est aussi une conséquence de la discrimination à l'embauche. Non seulement l'adresse portée sur le CV se transforme en véritable stigmat social, mais les employeurs et agences d'intérim opèrent aussi un tri plus ou moins explicite selon l'origine ethnique des postulants. Ainsi, pour un homme immigré originaire d'un pays non européen, le risque de chômage est majoré de 17 points par rapport à la situation d'un non immigré présentant les mêmes caractéristiques (l'écart est de 15,5 points pour les femmes).⁵²

Si l'on ne peut excuser les violences commises par les conditions de vie ou les inégalités subies par les agresseurs⁵³, discréditer systématiquement toute mise en perspective socio-historique de ces agressions (cf. *infra*) facilite leur instrumentalisation ultérieure. Lutte contre le racisme et lutte contre les discriminations et les inégalités socio-économiques sont liées. Cela rend encore plus problématique l'invocation du principe d'équité par l'appel du 25 mars : « À nos yeux, il s'agit d'une question d'équité. On a parlé de David, on a parlé de Kader mais qui parle de Sébastien ? » D'autre part, les associations de lutte pour les droits de l'homme et contre le racisme ont toutes condamné dans un même mouvement l'appel du 25 mars : la ligue des droits de l'Homme (LDH) et le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) jugent cet appel « irresponsable » et « simplificateur » : « Il risque d'accroître les divisions, c'est une démarche communautaire », a affirmé à l'AFP Michel Tubiana, président de la LDH. Il ajoute que les incidents au cours de la manifestation du 8 mars « étai[en]t détestables et pas justifiables », mais il estime cependant « réducteur » de « qualifier ces actes de racisme », « cela transpire le mépris à l'égard de certaines couches sociales (...) La haine sociale n'est pas acceptable, mais en focalisant sur le racisme, on se ferme toute possibilité de comprendre, d'agir, y compris par la voie des sanctions » (Agence France Presse, 2005a). Mouloud Aounit du Mrap ne peut pas croire « que ces manifestations soient animées exclusivement par la haine du Blanc. On ne peut donner une lecture ethnique à une violence sociale, ne donner que cette lecture est à courte vue et irresponsable ». Pour Patrick Klugman, vice-président de SOS-Racisme, « la définition binaire (Blancs-Noirs) n'est pas la bonne grille d'analyse (...) Arrêtons la victimisation.

⁵² L'Observatoire des Inégalités, page consultée le 25 avril 2005, <http://www.inegalites.fr/article.php3?id_article=312>.

⁵³ À l'extrême, un tel argument pourrait laisser supposer que ces dures conditions de vie prédisposent tout Français maghrébin et/ou noir des banlieues à une certaine violence et ferait courir le risque de la stigmatisation : R. Reichstadt (2005), « Considérations sur le racisme anti-"Blancs" », 30 avril, page consultée le 20 avril 2007, <<http://www.communautarisme.net>>.

Il faut démontrer à David, Kader et Sébastien qu'ils ne sont pas seulement des victimes ». Il ajoute que « nous sommes dans une société fragmentée, en voie de tribalisation. Le racisme est devenu un mode haineux de régulation de notre société » (Agence France Presse, 2005a).

Signe d'un début de réarticulation effective du concept de racisme ? Dans un premier temps, L'UNEF⁵⁴, le principal syndicat étudiant (de gauche), n'a pas condamné l'appel⁵⁵. En 1986, SOS Racisme avait été créé avec le soutien actif de l'UNEF-ID⁵⁶. Les violences de la manifestation des lycéens du 8 mars placent l'UNEF en porte-à-faux : celle-ci est à la fois représentante des victimes des violences et une association promouvant la lutte contre tous les racismes. On observe ici désarticulation effective (bien que contingente et réversible puisque l'UNEF a depuis pris position contre cet appel) de la notion de racisme : celle qui liait lutte contre l'intolérance envers les Français maghrébins ou africains issus de l'immigration récente et un mouvement syndicaliste étudiant.

Nous pouvons nous interroger sur le poids relatif des positions de ces associations ou de ces chercheurs lorsque l'un des plus influents quotidiens nationaux, *Le Monde*, connu pour ses positions progressistes, bascule du côté de la reconnaissance d'un racisme anti-Blancs. Nous pourrions supposer que le pouvoir spectaculaire de ce racisme est propre à générer plus d'influence que les recadrages des sociologues ou des associations.

La construction du phénomène du racisme anti-Blancs comme déni médiatique

Le 26 mars 2005, le médiateur et éditorialiste du *Monde*, Robert Solé, affirme :

Au *Monde* aussi, reconnaissons-le, une sorte de tabou interdisait de parler de certaines choses. Il ne fallait surtout pas « *faire le jeu du Front national* ». On a donc tu, avec les meilleures intentions, ce qui aurait dû être décrit en détail et analysé autrement que par le biais de sociologues bien-pensants (Eeckhout, 2005, p. 10).

⁵⁴ L'UNEF regroupe deux anciennes organisations étudiantes : l'UNEF-ID, de tendance socialiste, et l'UNEF SE, communiste.

⁵⁵ UNEF, (S.d.), « Communiqués », page consultée le 25 avril 2005 (non accessible le 25 juin 2007), <<http://www.unef.asso.fr/deliaGo/idxCommuniqués.html>>.

⁵⁶ Pour un aperçu des liens entre SOS Racismes et l'UNEF-ID, principal syndicat étudiant, voir Juhem, 1998.

Le médiateur du *Monde* ne fait pas qu'affirmer l'existence d'un « racisme anti-Blancs », mais discrédite par avance les réserves que peuvent émettre les « sociologues bien-pensants » sur cette notion (en plus de leur reprocher de ne pas avoir fait leur travail de dénonciation)⁵⁷. Auparavant, dans son propre article, il rapporte les propos d'un lecteur qui s'apparentent totalement à la rhétorique de l'extrême-droite :

Rémy Mouton précise : « *Ces règles n'étaient jamais dites. Il m'a fallu des années pour me rendre compte qu'elles n'étaient pas universelles et que les gens qui n'avaient jamais vécu en banlieue ne les connaissaient pas. Nous n'avions pas le droit de les formuler. Les mots "Noir" et "Arabe" étaient strictement interdits : ç'aurait été du racisme. Étonnamment, nous professons un antiracisme intransigeant, mais uniquement orienté vers soi-même, quasi masochiste. Il faut croire que nous écoutions nos professeurs...* » (Eeckhout, 2005, p. 10).

L'antiracisme constituerait donc une posture dangereuse qui empêche de voir certaines réalités. Solé endosse les reproches que lui adresse le numéro deux du Front National : les journalistes ne sont pas sur les « zones sinistrées », les banlieues, et ils ont été aveugles à certaines réalités. Solé reconnaît par la suite :

Plusieurs lecteurs nous font remarquer que, chaque jour (dans les banlieues), le pire y côtoie le meilleur : des violences, mais aussi des initiatives intelligentes et courageuses, des parcours exemplaires de jeunes issus de l'immigration... Le racisme n'est pas seulement à double sens, mais affecte aussi les minorités entre elles. Cela dit, il n'y a pas que du racisme, et toute agression n'en relève pas nécessairement (Solé, 2005, p. 12).

Mais la rhétorique de son article (racisme anti-Blancs de la part des communautés noires ou arabes), puissante, articulée, semble agir par-delà cette remarque. L'article du 16 mars qui parlait de « racisme anti-Blancs » était plutôt sensationnaliste dans sa présentation avec, à la une, une manchette propre à accrocher immédiatement l'œil du lecteur (« Manifestation des lycéens : le spectre des violences anti-"Blancs" »). Un autre article de Solé (2005, p. 10), intitulé « Racismes », prolonge la rhétorique de désarticulation de la notion de racisme telle qu'on la concevait jusqu'à maintenant.

⁵⁷ Le contrôle des agendas médiatiques est pourtant rarement le fait des sociologues.

Il semble y avoir diverses revendications à un monopole légitime sur la notion de racisme propre à générer de fortes mobilisations sociales. Dans les années 1980, la mise en avant par des associations comme SOS Racisme et par les médias de la notion de racisme a rempli une fonction politique indéniable dans un pays qui a eu du mal à intégrer socialement et économiquement les communautés noires et arabes venues en France dans les années 1960 pour renforcer les effectifs de main-d'œuvre à bon marché. S'il faut s'interroger sur l'apolitisme de cette articulation spécifique, elle permet au moins d'attirer l'attention sur les discriminations sociales et économiques dont les communautés arabes et noires avaient été victimes et contribua à la mobilisation effective d'étudiants et de militants associatifs⁵⁸. Sans nier l'existence d'intolérances envers les communautés juives ou envers les Blancs⁵⁹, nous avons constaté que la généralisation actuelle de l'emploi du concept de racisme pour étiqueter des réalités très hétérogènes peut contribuer à aviver des tensions communautaires et informer de nouvelles logiques de mobilisation. Particulièrement dans une France contemporaine qui prend peu à peu conscience de son multiculturalisme.

Conclusion

Étudier l'appel du 25 mars en tant que fragment nous a permis de constater que cet appel contre le racisme anti-Blancs est plus que le symptôme d'une fragmentation qui serait structurelle. Il participe effectivement de nouvelles logiques émergentes dans la société française contemporaine. Il participe par son existence temporaire à l'éclatement d'un pays qui aimerait donner l'image d'une Nation réunie sous les idéaux de la République, de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité. En tant que tel il participe, à un niveau micro-idéologique, à la constitution non pas d'un peuple⁶⁰ unitaire et massif, mais à la constitution rhétorique d'un groupe de victimes génériques : les « Blancs », artéfact rhétorique tout aussi unitaire et massif, à partir de deux événements distincts (l'agression de jeunes juifs de l'Hachomer Hatzair par des militants pro-palestiniens et l'agression d'étudiants « blancs » par des bandes de banlieues). En ce sens,

⁵⁸ Même s'il faut noter que les revendications des mouvements d'Arabes des banlieues ont été très imparfaitement reprises par l'association SOS Racisme.

⁵⁹ Voir le développement, avec la tribu Ka (aujourd'hui dissoute), du farakhanisme à la française : *Le Nouvel Observateur*, 2006.

⁶⁰ Pour la notion de peuple et sa fonction politique et rhétorique dans un contexte différent, voir McGee (1975) et Charland (1987).

l'appel du 25 mars enjoint ses lecteurs à détourner leur attention d'autres types d'intolérances. Il s'agissait moins pour nous de stigmatiser les diverses prises de position vis-à-vis de cet appel que d'examiner l'effectivité de ces positions textuelles, ce qu'elles autorisaient ou restreignaient dans le contexte de performance de cet appel.

La deuxième rhétorique de McGee, avec le renfort de son concept d'idéographe, nous a permis de circonscrire certaines effectivités de l'appel du 25 mars et de son articulation de la notion de racisme anti-Blancs. Le concept d'idéographe nous enjoint de prendre en considération la variabilité intrinsèque de tout mot d'ordre en fonction du contexte socio-historique. Alors que la notion de racisme semble à priori renvoyer à une lutte contre des discriminations, son utilisation et sa dispersion au travers de l'appel du 25 mars semblent au contraire propres à générer des tensions communautaires. Il nous est apparu opportun de retracer l'évolution inattendue de la notion de racisme : de la marche des Beurs de 1983 qui articulait le racisme à des revendications politiques précises, à la récupération de cette notion de racisme par le mouvement associatif apolitique SOS Racisme; pour finir, le racisme anti-Blancs dans l'appel du 25 mars 2005. Le concept d'idéographe et une généalogie fragmentaire de la notion de racisme nous ont permis de mettre en avant la relativité de la notion de racisme, relativité d'autant moins flagrante que son effectivité/affectivité est forte. Considérer le racisme anti-Blancs comme idéographe nous aide à saisir comment la charge émotionnelle dont il est porteur fonctionne d'autant mieux que sa relativité ou les réarticulations spécifiques dont il fut l'objet sont masquées. La dispersion de l'appel du 25 mars 2005 nous a permis de constater l'effectivité de l'idéographe « racisme anti-Blancs » qui, suivant la méthode de McGee, ne doit pas être considéré porteur d'un sens en soi mais qui est seulement propre à générer une certaine affectivité/effectivité.

Antifragment

McGee affirmait souvent : « You don't have to argue ontology »⁶¹ : pour lui, le critique n'a pas à trouver ou à créer une vérité transcendante, existant au-delà des réseaux d'intertextualité et qui définirait la logique souterraine des textes. Ce conseil nous apparaît particulièrement salvateur au

⁶¹ « McGee used to admonish, meaning that rhetoric does not need justification or grounding outside itself, in the world of the "real." » (Haskins, 2003).

vu de la condition post-moderne où le critique s'adresse à une audience généralement surinformée. Le critique n'a pas à arguer d'une quelconque ontologie, mais bien plus il n'a pas à poursuivre une quelconque finalité, un quelconque *telos*⁶². Les *telos* sont là, immanents, dispersés à l'état de fragments, créés, manipulés par une audience surinformée, vulnérable et créative. Le critique n'a pas à les découvrir ou à les créer, mais seulement à les agencer.

Il nous apparaît donc logique de laisser le mot de la fin à l'un de ces *telos*, un antiframe de l'appel du 25 mars 2005 que la notion de racisme anti-Blancs voile par défaut; un anti-fragment qui lutte contre les clivages communautaires; un de ces fragments qui incarne au plus juste la fonction que McGee assignait à la rhétorique :

On est ici, à proprement parler, en enfer, en compagnie d'un groupe de demandeurs d'asile dépourvus de visas, en majorité africains, tout juste débarqués de l'avion, et placés d'autorité en rétention dans une zone discrète de l'aéroport de Roissy.

Ces hommes et ces femmes venus chercher refuge sur une terre d'asile se retrouvent parqués dans une pièce sombre, empêchés de faire leurs besoins naturels, traités comme des objets, insultés, violentés, humiliés.

(...) La blessure est celle-ci, qu'une section spéciale de la police française inflige délibérément à ces êtres humains considérés comme indésirables et qu'il s'agit de renvoyer au plus vite, sans leur laisser le temps de recourir à l'usage de leurs droits. La blessure est celle qu'une nation se fait à elle-même en consentant qu'on la commette en son nom sur autrui. La blessure est, plus particulièrement, celle causée à la jambe d'une femme vaillante qui résiste tandis qu'on la traîne de force vers l'avion qui doit la ramener d'où elle vient. (...)

De sombres souvenirs affleurent ici notamment celui du regard du docteur Panwitz sur les déportés, tel qu'il est décrit, comme à travers la paroi d'un aquarium, par Primo Lévi qu'il ne faut pas se hâter de convoquer. Juste se contenter d'indiquer l'étrange récurrence, entre deux régimes aussi dissemblables que ceux du nazisme et de la démocratie libérale, d'une logique d'exclusion et de travestissement, produisant notamment ce métalangage administratif [« réacheminement », « chargement »] qui soustrait à l'entendement commun l'inhumanité des actes qu'il désigne (...) (Extraits sélectionnés de Mandelbaum, 2005)⁶³.

⁶² Nous nous opposons ainsi à l'opinion de Ono et Sloop (1992).

⁶³ *La Blessure* est un film français de Nicolas Klotz avec Noëlla Mossaba, Adama, Doumbia, Matty Djambo, Ousman Diallo et Mamoudou Diallo. Les principaux acteurs du film, sans papiers, sont menacés d'expulsion du territoire français : voir Regnier, 2005.

ANNEXE

Appel lancé le vendredi 25 mars 2005 sur l'initiative du mouvement de jeunesse sioniste progressiste Hachomer Hatzair et de Radio Shalom (Hachomer Hatzair, 2005). Les accents figurent dans le texte original.

Appel de l'Hachomer Hatzair et de Radio Shalom

Il y a deux ans, presque jour pour jour, le 26 mars 2003, quelques uns [*sic*] d'entre nous lançaient un cri d'alarme.

Quatre jeunes du mouvement Hachomer Hatzair venaient de se faire agresser en marge d'une manifestation contre la guerre en Irak parce qu'ils étaient Juifs. Une tentative de lynchage en plein Paris, un scandale.

La mobilisation des médias, des politiques, des simples citoyens, a été formidable.

Mais aujourd'hui les manifestations lycéennes sont devenues, pour certains, le prétexte à ce que l'on peut appeler des « ratonnades anti Blancs ». Des lycéens, souvent seuls, sont jetés au sol, battus, volés et leurs agresseurs affirment, le sourire au [*sic*] lèvres : « parce qu'ils sont Français ».

Ceci est un nouvel appel parce que nous ne voulons pas l'accepter et parce que, pour nous, David, Kader et Sébastien ont le même droit à la dignité.

Écrire ce genre de textes est difficile parce que les victimes sont kidnappées par l'extrême droite.

Mais ce qui va sans dire, va mieux en le disant : il ne s'agit pas, pour nous de stigmatiser une population quelle qu'elle soit. A nos yeux, il s'agit d'une question d'équité. On a parlé de David, on a parlé de Kader mais qui parle de Sébastien ?

Premiers signataires :

Elie Chouraqui, Chahdortt Djavann, Alain Finkelkraut, Jacques Julliard, Bernard Kouchner, Pierre-André Taguieff.

Remerciements

Je tiens à remercier chaleureusement Émilie Pelletier et les lecteurs anonymes pour leur relecture attentive d'une première version de cet article, Maurice Charland pour son cours de rhétorique critique donné à l'Université Concordia (Montréal), ainsi que Raphaël Clément, pour sa perspective d'historien sur, entre autres, l'Hachomer Hatzair et l'appel du 25 mars 2005, et Antoine Blanchet, pour ses précisions concernant la création de SOS Racisme.

Bibliographie

- « Appels à la dissolution de la "Tribu Ka" » (2006), *Le Nouvel Observateur*, 31 mai.
- « Le racisme et l'antisémitisme ont atteint des niveaux exceptionnels l'an dernier » (2005a), *Le Monde*, 22 mars.
- « Tensions racistes » (2005b), *Le Monde*, 22 mars, p. 16.
- AGENCE FRANCE PRESSE (2005a). Polémique sur l'émergence d'un « racisme anti-Blanc », 25 mars.
- AGENCE FRANCE PRESSE (2005b), « Dieudonné : "le sionisme, c'est le sida du judaïsme" », 19 février.
- BARTHES Roland (1970), *Mythologies*, Paris : Seuil, 247 p.
- BRONNER Luc (2005), « Léo, 16 ans : "Comme s'ils pensaient que nous, les 'Blancs' parisiens, on avait plein de fric" », *Le Monde*, 16 mars, p. 9.
- BRONNER Luc et Martine LARONCHE (2005, 10 mars), « À Paris, les casseurs ont frappé et volé de nombreux manifestants », *Le Monde*, 10 mars, p. 11).
- BUDD Mike, Robert M. ENTMAN et Clay STEINMAN (1990), « The Affirmative Character of U.S. Cultural Studies », *Critical Studies in Mass Communication*, vol. 7, p. 169-184.
- CHARLAND Maurice (1987), « Constitutive Rhetoric: the Case of The People Quebecois », *Quarterly Journal of Speech*, vol. 73, n° 2, p. 133.
- CLOUD Dana L. (1994), « The Materiality of Discourse as Oxymoron: A Challenge to Critical Rhetoric », *Western Journal of Communication*, vol. 58, p. 141-163.
- CORNEVIN Christophe et Samuel TILLIE (2005), « Pourquoi la police n'intervient pas à chaud », *Le Figaro*, 10 mars, p. 9.

EECKHOUT Laetitia Van (2005), « Un appel est lancé contre les "ratonnades anti-Blancs" », *Le Monde*, 26 mars, p. 10.

ERNST Sophie (2005), « Attention aux conclusions tendancieuses », *Libération*, 21 mars, p. 3.

FINKIELKRAUT Alain (1983), *Le Juif imaginaire*, Paris : Éditions du Seuil, 215 p.

GROSJEAN Blandine (2005), « On crée des compétitions de victimes », *Libération*, 26-27 mars, p. 14.

HALL Stuart (1996), « On postmodernism and articulation: An interview with Stuart Hall », dans MORLEY David et Kuan-Hsing CHEN (dir.), *Stuart Hall: Critical dialogues in cultural studies*, New York : Routledge, 522 p.

JUHEM Philippe (1998), *SOS-Racisme, histoire d'une mobilisation "apolitique". Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981*, thèse de doctorat, Paris : Paris X-Nanterre. 838 p.

LAACHER Smaïn (2002), *Après Sangatte... nouvelles immigrations, nouveaux enjeux*, La Dispute. 128 p.

LARGUÈZE Brigitte, Frédéric GOLDBRONN et José REYNES (2005), « Nouveau lumpenprolétariat et jeunes casseurs », *Le Monde*, 1^{er} avril, p. 15.

LINDENBERG Daniel (1996), *Le Rappel à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Paris : Le Seuil, 92 p.

LYOTARD Jean-François (1979), *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*, Paris : Éditions de Minuit, 109 p.

MCGEE Michael C. (1975), « In Search of "the People": a Rhetorical Alternative », *Quarterly Journal of Speech*, vol. 61, n° 3, p. 235-250.

MCGEE Michael C. (1980), « The "ideograph", a link between rhetoric and ideology », *Quarterly Journal of Speech*, vol. 66, n° 1, p. 1-16.

MCGEE Michael C. (1982), « A Materialist conception of rhetoric », dans MCKERROW R. E. (dir.), *Explorations in Rhetoric : Studies in Honor of Douglas Ehninger*, Glenview, IL : Scott, Foresman, p. 23-48.

MCGEE Michael C. (1990), « Text, context, and the fragmentation of contemporary culture », *Western Journal of Speech Communication*, vol. 54, p. 274-289.

MCGEE Michael C. (1998), « Fragments of winter: Racial discontents in America (1992) », dans CORBIN C., *Rhetoric in Postmodern America : Conversations with Michael Calvin McGee*, New York : Guilford, 198 p.

ONO Kent A. et John M. SLOOP (1992), « Commitment to telos: a Sustained critical rhetoric », *Communication Monographs*, vol. 59, p. 48-60.

RACHLIN Nathalie (1995), « Alain Finkielkraut and the politics of cultural identity », *SubStance: A Review of Theory and Literary Criticism*, vol. 24, n° 1-2, p. 76-77.

SOLÉ Robert (2005), « Racismes », *Le Monde*, 27-28 mars, p. 12.

STRINATI Dominic (1995), *An Introduction to Theories of Popular Culture*, Londres : Routledge, 286 p.

TAGUIEFF Pierre-André (2002), *La nouvelle judéophobie*, Paris : Mille et Une Nuits, 240 p.

VIDAL Dominique (2006), « Banlieues. Trente ans d'histoire et de révoltes », *Manière de voir*, vol. 89, 98 p.

WEILL-RAYNAL Guillaume (2005), *Une haine imaginaire ? Contre enquête sur le « nouvel antisémitisme »*, Paris : Armand Colin, 237 p.

WEST Cornel et Michael LERNER (1996), *Jews and Blacks: A Dialogue on Race, Religion, and Culture in America*, New York : Dutton/Plume, 304 p.

WIEVIORKA Michel et François DUBET (1996), *Une Société fragmentée? : le multiculturalisme en débat*, Paris : Éditions La Découverte, 322 p.

Sites Web :

« L'Observatoire des Inégalités », <http://www.inegalites.fr/article.php3?id_article=312>, page consultée le 25 avril 2005.

AGUDO Pierre (1996, 6 décembre), « Il y a dix ans, Malik Oussekine était matraqué à mort », *L'Humanité*, 6 décembre, http://www.humanite.fr/1996-12-06_Articles_-Il-y-a-dix-ans-Malik-Oussekine-etait-matraque-a-mort, page consultée en août 2007.

CHARLAND Maurice (1998), « Rhetoric in Postmodern America: Conversations with Michael Calvin McGee », *Canadian Journal of Communication*, vol. 23, n° 4, <<http://www.cjc-online.ca/viewarticle.php?id=490&layout=html>>, page consultée en avril 2005.

DRASZEN Paul (2005), « Finkielkraut, le cousin de Le Pen? », 13 juin, <http://paris.indymedia.org/article.php3?id_article=38152>, page consultée le 5 juin 2007.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS, (S.d.), « Racisme », <<http://www.universalis-edu.com/corpus.php?mots=racisme&nref=P151731&optimode=0#napp1237>>, page consultée le 25 avril 2006.

MANDELBAUM Jacques (2005), « "La Blessure" : terre d'asile, au plus près du désespoir », *Le Monde*, 6 avril, <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3476,36-635530,0.html>, page consultée en août 2007.

GHEERBRANT Bruno (S.d.), « Aspects du racisme antiblanc », <http://www.racismeantiblanc.bizland.com/livre/ch_02_aspect.htm>, page consultée le 27 juin 2007.

HACHOMER HATZAÏR (2005), « Appel de l'Hachomer Hatzair et de Radio Shalom », <<http://www.hachomer.net/appel.php>>», page consultée le 25 avril 2005.

HASKINS Ekaterina V. (2003), « Embracing the Superficial: Michael Calvin McGee, Rhetoric, and the Postmodern Condition », *American Communication Journal*, vol. 6, n° 4, <<http://www.acjournal.org/holdings/vol6/iss4/mcmcgee/haskins.htm>>, page consultée en août 2006.

REGNIER Isabelle (2005), « Le dur retour au quotidien des acteurs », *Le Monde*, 5 avril, <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3476,36-635532,0.html>, page consulté en août 2007.

REICHSTADT Rudy (2005), « Considérations sur le racisme anti-"Blancs" », 30 avril, <<http://www.communautarisme.net>>, page consultée le 20 avril 2007.

RÉSEAU ÉDUCATION-MÉDIAS (S.d.), « Techniques de propagande haineuse sur Internet, <http://www.media-awareness.ca/francais/ressources/educatif/activities/secontaire_3-5/propagande_haineuse/techniques_de_propagande.cfm>», page consultée le 27 juin 2007.

UNEF (s.d.) « Communiqués », <<http://www.unef.asso.fr/deliaGo/idxCommuniques.html>>, page consultée le 25 avril 2005.

Note biographique :

Damien Charrieras est candidat au doctorat conjoint en communication de l'Université de Montréal et au doctorat en études cinématographiques et audiovisuelles de l'Université Paris III-Sorbonne Nouvelle. Il a été chercheur assistant à l'Institut National de l'Audiovisuel, au Centre National de la Cinématographie (Paris), chercheur invité à Brown University (Rhode Island) et chargé de cours à l'Université de Montréal. Il travaille actuellement comme assistant de recherche à l'Université de Montréal ainsi qu'à l'Institut National de la Recherche Scientifique, section Urbanisation Culture et Sociétés (Montréal).